

« Y aurait-il des propos racistes qui seraient tolérables? »

L'ancienne ministre socialiste s'étonne que l'agression antisémite contre Bernard-Henri Lévy en Libye n'ait suscité aucune réaction, si ce n'est des moqueries.

PAR SÉGOLENE ROYAL*

LY A DEUX SEMAINES, on a tiré sur un intellectuel français. J'ai découvert avec stupeur ce qui était arrivé à Bernard-Henri Lévy, puisqu'il s'agit de lui, lors de son reportage en Libye. J'ai appris avec effroi, dans l'article qu'il a signé depuis, comment son convoi avait été mitraillé par des hommes le traitant de « chien juif ». J'ai été stupéfaite de constater que, dans la torpeur de l'été, cet événement n'a suscité aucune indignation. Il a été rapporté dans un climat d'indifférence, parfois même d'ironie. Personne, parmi la classe politique, n'a exprimé publiquement sa condamnation ou son inquiétude.

Je ne saurais me résoudre à ce silence des uns et des autres. Y aurait-il des manifestations de haine qu'on pourrait laisser passer? Y aurait-il des propos racistes qui seraient tolérables? Peut-on, surtout, choisir ses indignations en fonction de l'air du temps? Quand d'autres intellectuels, Alain Finkielkraut ou Eric Zemmour pour ne pas les nommer, avaient subi des insultes antisémites dans les rues de Paris, nombre de responsables politiques et d'éditorialistes avaient choisi d'exprimer leur colère. Cette décision était saine, car son message était clair : même si nous ne partageons pas les engagements de ces auteurs, nous ne tolérons pas qu'ils soient attaqués autrement que par la voie du débat démocratique.

Pourquoi ce principe n'est-il pas appliqué de façon équitable? On l'avait brandi en vue de défendre un polémiste qui a été condamné par la justice pour incitation à la haine raciale. Pourquoi l'abandonne-t-on au moment où il s'agit de soutenir un écrivain dont les livres chantent un appel à la fraternité? Même si cet événement a eu lieu à l'étranger, même si des Libyens peuvent être en désaccord profond avec son engagement, rien ne justifie qu'on traite un homme de « chien juif ». Je pense aussi que l'absence de réactions, en France, est un signe inquiétant pour la démocratie.

Je refuse que s'installe, dans notre pays, ce « deux poids, deux mesures ». Je



Bernard-Henri Lévy.

refuse que se propage ce climat de cynisme. Je refuse que la parole publique doive se calibrer sur le baromètre des réseaux sociaux. Je n'accepte pas que l'on puisse fermer les yeux et, pour certains, se réjouir, face à des actes de violence et de haine antisémites. Si je me suis engagée en politique, c'est au nom d'un principe simple, tellement simple, mais qui devrait faire l'unanimité : aucune violence n'est jamais acceptable. Aucune violence, qu'elle soit verbale, physique, sociale, n'est jamais tolérable. Aucun désaccord politique

ou idéologique n'a le droit de sortir du dialogue démocratique pour aboutir à de la haine. Je m'inquiète de voir, aujourd'hui, dans l'Hexagone, les symptômes d'une fatigue de la fraternité.

Je connais Bernard-Henri Lévy depuis longtemps. Je sais l'énergie qu'il a consacrée à la gauche et, au-delà, à l'image de la France. Je ne partage pas la totalité de ses analyses, mais je reconnais dans toutes une passion de la vérité et un art du courage. Que, comme tous les intellectuels, il suscite des critiques, des contestations, et même des oppositions, est une chose que je comprends parfaitement. Il est inacceptable, en revanche, que ces oppositions passent par les armes et le racisme.

Enfin, puisqu'il a été question du rôle que Bernard-Henri Lévy a joué dans l'intervention française de 2011 en Libye, je regrette que certains, par pur calcul politique, essaient de présenter la Libye de Kadhafi comme un paradis perdu. Il est évident que la situation, comme le rappelle Bernard-Henri Lévy lui-même dans son reportage, est encore loin d'avoir trouvé une solution pacifiée et durable. Mais ce n'est pas en défendant le souvenir d'un tyran que se construira l'avenir dont le pays a besoin. Et la France, qui a connu tant de déséquilibres après 1789, est bien placée pour savoir qu'une République ne naît pas du jour au lendemain. ■

* Ségolène Royal, ancienne ministre de l'Environnement.



Ségolène Royal.